



Contre les ordonnances MACRON et les reculs sociaux :

TOUS DANS L'ACTION INTERPROFESSIONNELLE LE 16 NOVEMBRE 2017

Dans quelques jours, la loi de ratification des ordonnances « travail » va être soumise à l'Assemblée Nationale. Il est encore temps de se mobiliser pour gagner.

Ces ordonnances, si elles sont appliquées, nous ramèneraient des dizaines d'années en arrière.

Comme l'ensemble des mesures imposées par MACRON depuis son élection, elles répondent aux exigences du MEDEF contre les droits des travailleurs du privé et du public !

- L'accord d'entreprise pourra supprimer les acquis actés dans les Conventions Collectives : 13^{ème} mois, primes de dimanche, de nuit, d'ancienneté, de vacances, jours de congés supplémentaires, indemnités de transport ou de trajet. Il pourra aussi baisser les salaires, augmenter les horaires et organiser des mutations forcées.
- Dans les petites entreprises, contre les droits des salariés, cela pourra même se faire sans les syndicats, par le biais d'un référendum décidé par le patron et pas forcément à bulletin secret ! De plus, les salariés des TPE pourront avoir des droits moindres.
- Les patrons pourront licencier plus facilement grâce à un barème préétabli et sans risque pour eux en cas de licenciement injustifié. Les salariés auront des procédures plus complexes pour les contester.
- Les droits et les moyens des représentants des personnels seront réduits, les CHSCT seront supprimés.
- La précarité sera facilitée, les contrats de chantiers c'est la généralisation des CDD, la fin des CDI.

C'est un gigantesque recul social : ces ordonnances doivent être retirées.

Et ce n'est pas tout !

Le gouvernement fait des cadeaux énormes aux plus riches en **supprimant l'ISF**, il s'en prend aux droits des salariés du privé et du public, des jeunes, des chômeurs et des retraités :

- **augmentation de la CSG** qui fera perdre du pouvoir d'achat aux retraités et aux salariés de la Fonction publique, et qui remet en cause les principes fondateurs de la Sécurité Sociale
- **blocage des salaires** des fonctionnaires et réintroduction du jour de carence
- **suppressions d'emplois** annoncées dans tous les services publics
- **baisse des APL** et mise en danger du logement HLM
- **sélection des étudiants** à l'entrée de l'enseignement supérieur
- projet d'**apprentissage dès l'âge de 14 ans** et remise en cause de l'enseignement professionnel initial public
- **mise au chômage** de dizaines de milliers d'emplois aidés
- **menaces** sur les droits des chômeurs, sur la formation professionnelle, sur la protection sociale et sur les retraites

Par leur mobilisation unitaire et la menace de blocage du pays les chauffeurs routiers ont réussi à imposer aux patrons et au gouvernement le maintien de leurs droits.

**Par la grève, les arrêts de travail et la manifestation,
Mobilisons-nous contre cette politique de régression sociale**

**Jeudi 16 novembre 2017 : tous en manifestation
10h30 place du 1er mai à Clermont-Ferrand**